



Public/Privé : Toutes et tous ensemble le 19 mars 2019

Le Président de la République, le Premier Ministre et le gouvernement, en accord avec le MEDEF, mettent en œuvre une politique ultralibérale. Celle-ci multiplie les attaques contre les salarié(e)s, que se soient du secteur privé ou du secteur public.

La situation sociale en France est marquée par l'expression d'un mécontentement social grandissant, par l'aspiration à une véritable justice sociale et fiscale, par la dénonciation des reculs sur les libertés publiques comme individuelles. Le mouvement des gilets jaunes est l'expression récente de cette profonde crise sociale.

Alors que les annonces faites par le Président de la République ou son gouvernement n'ont pas répondu aux attentes, alors que les lois liberticides portant atteinte aux libertés syndicales et de manifester sont votées, que les prix des produits de consommation courante continuent à la hausse, que le rétablissement de l'ISF n'est pas à l'ordre du jour, que le chômage progresse... « Le grand débat national » ne peut ni se substituer, ni contourner, encore moins être opposé aux revendications sociales et syndicales.

Pour les jeunes, les difficultés ne cessent de croître : sélection, réforme du lycée et de la voie professionnelle, hausse des frais d'inscription à l'université des étudiant(e)s étranger(e)s hors UE, progression de la précarité étudiante et gel des prestations sociales, ne font qu'attaquer le droit d'étudier.

La précarité s'installe également dans la Fonction Publique et va continuer de s'aggraver avec le projet de recourir toujours plus aux contractuel(le)s, de favoriser la rémunération au mérite et la mobilité forcée pour accompagner de nouvelles suppressions massives d'emplois permettant l'abandon ou la privatisation de missions publiques. Tout cela constitue une charge sans précédent contre le statut général des fonctionnaires et un arsenal porteur de reculs très graves pour l'ensemble de la population, accentuant encore les inégalités.

C'est partout que la précarité s'aggrave...

Il faut contrer cette sinistrose en obtenant l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux, l'égalité femmes-hommes et un véritable droit à l'éducation et à la formation. Il s'agit de répondre aux enjeux climatiques et environnementaux, tout en développant des emplois de qualité. Il s'agit aussi de renforcer notre protection sociale, notre système solidaire de retraite par répartition mais aussi de lutter contre le démantèlement de nos services publics. C'est dans ce but que nos organisations appellent à l'élargissement et l'amplification de la mobilisation sociale.

Les organisations CGT, FSU, FO et CFTC, de l'Ardèche, appellent à une puissante journée d'action, de grève et à participer aux manifestations affirmant notre mécontentement général face aux choix politiques du gouvernement, à la solde du MEDEF.

Le mardi 19 mars 2019

Privas 10H30 devant la préfecture - **Aubenas 14h** au rond-point Ponson

Annonay 14H30 SUPER U - **Tournon 14h00** au kiosque

Le Teil 10H30 Place Sémard 10h30